

A quand un nouveau Yalta ? par Charles Millon

La Libye est devenue le nouveau refuge de Daech, sa base de repli éventuel. C'est une réalité qui crève les yeux, mais que nous faisons semblant de ne pas voir.

Comme pour l'Irak-Syrie, sans doute découvrirons-nous demain, ébahis, qu'il y a fait son nid, creusé son sillon, s'y est fermement installé et que l'en déloger coûtera une guerre de plus - dont, semble-t-il, l'on parle déjà dans les états-majors occidentaux - une guerre dans un pays en proie à tous les chaos, toutes les anarchies, tel enfin que l'ont laissé MM. Sarkozy et Cameron, après leur intervention calamiteuse et opportuniste.

Mais, au-delà même du cas libyen, il faut intégrer le fait que, Daech ou tout autre nom dont elle se pare, cette idéologie est un cancer qui continuera de se déplacer et d'enfanter les guerres dans le monde.

Déjà, outre la Libye, Sinaï, Nigéria, Sahel, Afghanistan, et même Europe sont le terrain de jeu de cette guerre qui ne fera pas de prisonniers.

La radicalité, comme l'on dit, de notre ennemi est telle, sa haine à notre endroit - à l'endroit d'ailleurs de tout ce qui n'est pas lui - est telle qu'on voit mal comment négocier et trouver un accord de paix avec lui.

D'ailleurs, le voudrait-il, qui accepterait que nous vivions côte-à-côte avec un Etat, ou des Etats, qui pratiquent cette forme de charia, asservissant les femmes et généralement tous les non-musulmans, détruisant globalement tout ce qui nous paraît constituer l'humanité ?

La question, outre le fait de politique intérieure qui veut qu'on lutte au sein de nos nations européennes elles-mêmes, tient en ceci finalement : l'occident peut-il intervenir partout ?

Précisons : l'occident et ses alliés, puisqu'il faut intégrer dans cette lutte maintenant planétaire la Russie, l'Iran et certains pays de la péninsule arabique - les pays africains, eux, quoi qu'ils en aient la volonté, étant dans l'impossibilité financière et technique de combattre efficacement cette forme de guerre

terroriste.

Nul doute qu'une grande conférence sous l'égide des Nations-Unies aurait dû avoir lieu il y a longtemps déjà : une sorte de Yalta qui consiste non à se partager le monde pour le dominer, mais à répartir les zones d'interventions entre les différentes forces, de façon à les stabiliser et les libérer.

Ce serait un projet à dix ans au moins, voire vingt.

Mais un projet nécessaire, requis par le nouvel ennemi protéiforme qui défie l'humanité entière.

Une nouvelle coopération mondiale tendue vers un but précis, comme cela existe, tout différemment, sur le plan écologique.

La zone à couvrir est gigantesque, et en sus, elle se trouve comme au milieu du monde. Du Pakistan à la Centrafrique, en passant par l'Irak-Syrie, l'Egypte, la Libye, le Mali, la Somalie et le Nigéria, c'est un arc immense qui recouvre grosso modo les pays à majorité musulmane .

Si l'on tente de le découper en pièces de puzzle, ce serait à la France dans la logique de ses interventions au Mali et en Centrafrique (dont les motifs furent différents cependant) de poursuivre sur sa lancée en sécurisant tout l'ouest africain, le Nigéria au premier chef.

Mais la zone est évidemment bien trop vaste, et l'on n'est plus au temps des empires coloniaux.

On peut regretter deux choses dans cette région : l'indifférence de l'ancien colonisateur anglais vis-à-vis du Nigéria, et la mollesse du soutien européen à la politique militaire de la France qui a pourtant stabilisé des lieux stratégiques et coupé court à une expansion rapide du djihad dans le Sahara-Sahel.

La France dispose là-bas d'un allié unique : le Tchad, seule armée opérationnelle dans cette partie du continent.

Les autres nations stables, comme le Burkina, le Bénin ou le Sénégal sont malheureusement ou mal armée ou trop fragiles intérieurement.

On pourrait néanmoins imaginer à moyen terme la création d'une force de

réaction rapide africaine autonome, capable de cautériser les plaies nouvelles à temps.

L'Europe surtout, si elle a un sens, devrait prêter main forte à la France, au moins d'un point de vue financier et matériel.

En Libye, la situation est plus confuse que jamais, avec deux gouvernements recouvrant à peu près d'un côté la Tripolitaine, de l'autre la Cyrénaïque, et que l'on a jusqu'ici échoué à se fondre en un troisième.

Entre généraux fantoches et islamistes purs et durs, les opérations secrètes occidentales, françaises, américaines et anglaises, semblent pour le moment destinées uniquement à contenir le raz de marée de Daech.

La situation est telle, et les forces modérées ou tribales ayant été marginalisées, que 'lon se retrouve selon l'analyse de Bernard Lugan, le grand africaniste, à s'allier avec les frères musulmans et Al Qaeda contre l'Etat islamique.

Charybde ou Sylla, telle semble l'alternative.

D'autant que les voisins de la Libye sont tout, sauf fiables : la Tunisie demeure sous la menace de ses propres islamistes, à peine écartés du pouvoir, et qui ne désespèrent pas d'y revenir bientôt.

En Egypte, malgré la grande figure du maréchal Sissi, soutenu par les Etats-Unis et le voisin saoudien, la population sunnite reste sensible aux sirènes des Frères musulmans.

Ne parlons pas du Soudan, au sud, plus fauteur de troubles qu'autre chose.

Quant à l'Algérie, elle attend frémissante le changement de pouvoir intérieur avant que d'intervenir éventuellement.

Mais la grande guerre qui a embrasé la moitié du monde musulman a aussi des répercussions, dont l'on parle moins dans les chancelleries occidentales de crainte de froisser nos alliés, jusque dans la péninsule arabe.

En effet, le conflit atroce du Yémen se poursuit, terrain de substitution pour la guerre larvée que se mènent l'Iran et l'Arabie saoudite, emportant derrière eux respectivement le monde chiite et le monde sunnite tout entier.

De même, la révolte continue de gronder à Bahrein, pays majoritairement chiite dirigé par une monarchie sunnite.

Enfin, le soutien indirect des pétromonarchies à l'Etat islamique, relayées en cela aujourd'hui par la Turquie qui s'en cache de moins en moins, réclame une explication avec les régimes sunnites.

L'occident ne peut pas continuer indéfiniment sa politique qui consiste à éteindre là le feu qu'il a allumé ici.

Il faut malheureusement remarquer qu'aujourd'hui, seule la Russie, quoiqu'on puisse reprocher à son régime intérieur, a une politique cohérente sur ce plan-là.

Dans une grande conférence internationale qui se chargerait de mettre au point un plan pour régler ces conflits, sur une décennie au moins, l'Europe aurait une mission particulière.

Qui serait moins d'intervenir au coup par coup que d'établir un contrat pour former les armées de pays amis.

Il s'agit de coordonner les pays entre eux, sur cet arc entier qui va de l'Afrique noire à l'Irak.

Car nous sommes face à une guerre idéologique-type. Pour filer le parallèle avec le communisme, il est remarquable qu'elle s'étende partout en même temps, comme au temps de la guerre froide.

Face à cela, s'il veut seulement survivre, l'occident doit développer une vraie stratégie et une vraie tactique. Qui requerra toutes ses forces.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

- Home FIGARO VOX Vox Politique
 - Par Charles Millon
 - Publié le 18/11/2015 à 19:29



FIGAROVOX/TRIBUNE - Au lendemain des attentats de Paris, l'ancien ministre de la Défense appelle à la prise de conscience sur les dangers de l'islam radical et à une guerre réelle menée contre l'Etat islamique.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

En semant la mort dans les rues de Paris, l'Etat islamique a confirmé que la France et - au-delà d'elle, l'Occident - était son ennemi. Tous les Français, le président de la République au premier rang d'entre eux, en ont pris acte. Il était temps car l'ennemi nous avait désignés comme cible depuis longtemps. Dans son esprit, nous représentons cette civilisation repue et matérialiste où se conjouiraient étrangement la perversion post-moderniste et le christianisme.

Pour combattre efficacement cet «islam radical» il faut enfin arrêter de se bander les yeux par mauvaise conscience ou snobisme intellectuel. Il faut prendre la mesure de la nature de l'ennemi et lui déclarer la guerre totale.

L'Etat Islamique contrôle des milliers de km² en Irak et en Syrie, dispose de ressources propres considérables avec lesquelles il finance ses actions soit de conquêtes au Moyen-Orient soit de terreur en Europe ou dans le monde.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste comme le communisme qui était, pour le sociologue Jules Monnerot, l'Islam du XXème siècle.

Cet islam radical profane les dogmes religieux en les traduisant en organisation politique, social et militaire. Cet Islam radical génère, nourrit et manifeste des tendances totalitaires qui ont une vocation universaliste et s'appuient sur des fanatiques déterminés à combattre notre civilisation et à imposer leurs «croyances» au monde entier.

Cet islam radical, en semant la terreur, provoque les conditions de véritables guerres civiles où, comme à Paris, vendredi dernier, des Français tirent sur d'autres Français.

Il est important que nos gouvernants aient compris que l'ennemi qui se dénomme aujourd'hui Daech ou l'Etat Islamique, continuera de mener sa guerre qui est «idéologique» demain sous d'autres noms, avec d'autres moyens. Oui, la France doit s'engager résolument dans la guerre totale contre l'islamisme radical.

Cette guerre se déroule sur de multiples terrains:

D'abord au Moyen Orient par le bombardement des places tenues par Daech et ce, avec le soutien au sol des combattants Kurdes, Syriens ou Irakiens, car l'Etat islamique y a installé ses bases arrières pour conquérir le monde.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire : fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire: fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions. C'est pour nous un impératif politique que d'être présent dans la coalition contre Daech, mais il nous revient d'interpeller tous nos alliés ou partenaires - Arabie Saoudite et Qatar entre autres - pour qu'ils s'engagent aussi solennellement , matériellement et financièrement contre Daech.

Il est de notre responsabilité de tout entreprendre aussi pour que l'Etat Islamique soit bloqué dans ses initiatives en Afrique où il profite des désordres instaurés par des interventions irréfléchies (Libye) ou par des réseaux de trafics en tout genre (Sahel).

C'est ensuite la guerre sur notre sol contre les ennemis de l'intérieur, qu'ils soient Français ou étrangers. Il convient de recourir à tous les moyens juridiques que doit conférer l'état de guerre pour les neutraliser. La récente prise de conscience du Président de la République ne peut faire oublier ce discours d'impuissance - sinon de démission - que nos dirigeants ont trop longtemps tenu face à ces expressions multiples du fanatisme islamique. Il convient de rétablir et de renforcer l'exercice de l'autorité par les responsables politiques. Car c'est à ces derniers que revient la responsabilité de fermer les mosquées où cet islam est diffusé, de contrôler le financement des associations culturelles et culturelles qui se réfèrent à cet islam radical, d'expulser les prêcheurs de haine étrangers, d'incarcérer les Français en intelligence avec l'ennemi qu'est l'Etat islamique.

Enfin, la troisième guerre est certainement la plus importante et donc, probablement la plus difficile. Elle est culturelle, identitaire et idéologique et c'est celle qui permettra de vaincre le djihadisme.

Cette guerre passera par la réaffirmation dans nos discours, dans nos modes

d'expression culturelle, dans notre système éducatif de notre attachement à notre civilisation fondée spirituellement et historiquement sur le christianisme.

C'est une nécessité absolue. Nous savons que face à l'islamisme ce ne sont pas le consumérisme, l'hédonisme et le matérialisme qui nous donneront la volonté de combattre et de résister.

Nous savons que face au fanatisme idéologique, le réarmement moral et spirituel s'impose.

Charles Millon

Migrants, traiter le problème à la source

Valeurs actuelles 21 mai 2015

« Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde ».

Evidemment. Personne n'a les capacités de le faire.

S'il est parfois bon de rappeler des évidences, cette lapalissade-ci emprisonne toutes réflexions et tous débats sur le drame de l'immigration clandestine depuis des années.

Des généreux d'un bien qui ne leurs appartient pas aux hâbleurs tartuffes, nos gouvernants surfent sur le sujet, se gardant bien de sortir de cette ligne garante de leurs étiquettes idéologiques périmées.

Ce problème ne peut se poser en ces termes et encore moins se résoudre d'un claquement de doigts.

Ces naufrages nous révoltent tous mais ces embarcations funèbres ne sont pas les premières et risquent de ne pas s'estomper si l'on dédaigne de s'attarder sur les racines de cette tragédie.

Le problème de la sécurité en Méditerranée, avec ses deux rives religieusement opposées, n'est pas neuf. Il est même très ancien.

La colonisation de l'Algérie par la France en 1830 a commencé comme ça, pour détruire enfin la piraterie qui infestait la Mare nostrum depuis des siècles, avec son cortège d'esclaves et de trafics.

Si les termes ne sont pas les mêmes aujourd'hui, et il ne saurait s'agir de recoloniser l'Afrique du nord.

Cependant, les vagues de migrants dont l'intensité a crû ces derniers mois, en partance de Libye principalement et vers les côtes italiennes, reposent avec acuité la question des rapports intra-méditerranéens et, plus loin, celle des rapports de l'Europe avec l'Afrique.

Ce à quoi l'on assiste en Libye, où se conjoignent les intérêts terroristes des djihadistes et les intérêts pécuniaires des passeurs ne représente qu'un déplacement géographique de la vague de migration.

Jusqu'il y a peu, c'était par le Sahara occidental, les Canaries et les enclaves espagnoles au Maroc que débarquaient les clandestins.

Si la situation a changé, c'est outre le chaos libyen unanimement décidé par nos gouvernant, qu'il existe des solutions pour endiguer le flux, au moins localement. Ainsi, dès le début des années 2000, l'Espagne a signé des accords de coopération avec le Maroc et d'autres pays africains du littoral atlantique et mis en place des patrouilles en mer communes.

Un succès : aujourd'hui, il y a moins de 200 migrants par an qui prennent encore cette route de Méditerranée occidentale.

En réalité, si les naufrages nous touchent, les trois quarts des clandestins en Europe arrivent par avion, le plus souvent munis d'un visa. Une fois celui-ci expiré, les personnes restent sur le sol européen. Il y a donc des flux continus, et c'est à leur source même qu'il convient de les tarir.

Deux questions conjointes se posent donc à l'Europe : comment rétablir des structures politiques dans les pays pourvoyeurs de migrants, de façon à y stabiliser les populations ?

Et comment refondre la politique d'accueil de l'Europe même, qui fonctionne aussi comme une pompe aspirante, laissant croire aux migrants qu'ils y gagneront le paradis ?

Certains réclament une politique de défense plus agressive de la part de l'Union européenne, notamment pour bloquer les bateaux dès les ports libyens. Pourquoi pas ?

Mais l'on ne fera que retarder la solution du problème, dont les racines sont bien plus lointaines.

Elles se trouvent en Afrique noire où de fait, l'Europe a abandonné toute politique de coopération cohérente et structurée.

Et un à un, les pays de la bande sahélo-saharienne, depuis le Mali jusqu'à la Somalie, basculent dans le chaos ou sous la botte islamiste.

Partout, faisant fonds sur la fragilité des régimes locaux, les fondamentalistes musulmans utilisent la même technique de terreur, qui consiste à dépeupler à terme les provinces, pour qu'il n'y reste que les musulmans, créant donc les conditions favorables à l'exil vers une terre plus accueillante.

Le terrorisme musulman vient donc se superposer à la pauvreté économique déjà présente dans nombre de ces pays. Et en tous lieux, les chrétiens sont les premières victimes : depuis ces migrants qui auraient été passés par-dessus bord par leurs compagnons d'infortune, au motif qu'ils étaient chrétiens jusqu'à ces Ethiopiens exécutés par Daesh en Libye pour le même motif, après les Coptes qui avaient subi le même sort.

Au Kenya, le 2 avril, le massacre de Garissa est venu confirmer cette triste réalité : les Chebabs venus de Somalie ou recrutés dans la population locale déshéritée ont trié les étudiants, mettant d'un côté les musulmans, de l'autre les chrétiens. Le but est atteint : les chrétiens fuient Garissa. Selon le porte-parole des Chebabs, l'attaque de l'université se justifiait parce que « c'est un plan pour répandre le christianisme et l'infidélité ». Le discours est clair.

Au Niger, une attaque du groupe islamiste Boko Haram samedi 25 avril aurait coûté la vie à une cinquantaine de soldats basés près du lac Tchad.

Au Tchad même, le président pourtant puissant Idriss Déby se montre très

inquiet.

Alors qu'il a déjà affaire à la Libye et à Boko Haram, des troubles dans le sud du pays, notoirement dominé par le nord, mais où se trouve le pétrole, ont fait récemment un mort.

Alors que le régime d'Idriss Déby assure un semblant de stabilité dans la région, il serait dramatique qu'une rébellion se déclenche à l'intérieur du pays.

Au Soudan du Sud, depuis un an et demi, une guerre tribale sévit qui plonge le jeune pays dans une situation humanitaire dramatique.

En Erythrée, dont le terrifiant régime, qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'à celui de la Corée du nord pour l'usage de la torture, la population sous les armes et la coupure avec le reste du monde, d'après le Haut Commissariat aux réfugiés, ils sont plus de 220.000 à avoir fui depuis 2011, soit 5% de la population. Chaque mois, 3000 jeunes Erythréens, garçons et filles, traversent la frontière éthiopienne.

Un évêque local a récemment parlé de « dépeuplement ».

Ainsi se conjuguent misère, instabilité politique et terrorisme islamique pour mettre à feu et à sang la moitié de l'Afrique.

Il est temps que le monde, et l'Europe au premier rang, s'en préoccupe et prenne les moyens nécessaires avant que la Méditerranée ne devienne la patrie de la misère humaine.

Charles Millon, ancien ministre,

L'État islamique

Publié par Charles Millon · 1 septembre 2014, 17:04

L'apathie de la communauté internationale devant les crimes et massacres commis en Irak et en Syrie est stupéfiante.

L'ONU, par exemple, qui a dépêché une commission depuis 2011 pour enquêter sur les faits de guerre dans le conflit syrien, n'a par ailleurs toujours pas adopté de position commune sur le sort fait aux minorités par l'Etat islamique, notamment les Yazidis et les chrétiens.

Les Américains sont intervenus en bombardant les positions ennemies pour soutenir des Kurdes débordés, de leur propre chef.

Saine et nécessaire intervention, certes. Mais où sont les mandats de l'ONU ? Vaut-il attendre qu'il n'y ait plus un chrétien vivant dans ces terres-ci pour condamner et réagir ?

En réalité, cette étrange situation ne concerne pas que l'Irak malheureusement, mais une grande part du monde arabe, jusqu'à la Libye, et même une partie de l'Afrique noire, avec les Shebabs de Somalie, et Boko Haram au Nigéria.

Il importe de dire haut et fort, enfin, que ces mouvements terroristes ne sont pas nés ex nihilo, ni ne se financent tout seuls.

Pour remédier à cette situation, l'ONU et les instances internationales en général seraient avisées de se souvenir du précédent de l'apartheid d'Afrique du Sud : nombre de pays arabes actuels traitent leurs minorités exactement comme le faisait le régime d'apartheid.

A l'époque, l'ONU avait voté des déclarations et résolutions qui qualifiaient le régime d'apartheid de « crime contre l'humanité » - comme l'adoption en 1973 de la Convention internationale pour l'élimination et la répression du crime d'apartheid - permirent d'isoler le pays sur la scène internationale pour provoquer son effacement final.

Cette technique du boycott a fait ses preuves : on se demande ce que le monde attend pour l'appliquer aux trop nombreux régimes qui financent aujourd'hui le djihadisme.

